

## Fibrome : que dois-je savoir ?

P.5

FUCEC-TOGO / Falsification des signatures des Adhérents/ Acte 2

## Avec un reçu faussement signé, un client accusé d'avoir fait un retrait d'un million de francs

P.4



P.3

### JUSTICE

## Pascal Bodjona libéré : un non événement qui agite la République



### JUSTICE POUR THOMAS SANKARA ET NORBERT ZONGO

P.2

## Le MMLK réclame l'extradition de Blaise Compaore

### FTF / ELECTION DU 13 FEVRIER

P.7

## DOBOU, la solution ?

## L'avenir de l'Afrique vu par un journaliste africain

Il arrive dans la vie qu'une conversation banale nous secoue pendant des heures voire des jours. J'attendais tranquillement un ami au terminus d'autobus de Montréal quand un monsieur d'un certain âge a pris place à mes côtés avant d'engager l'une des conversations les plus enrichissantes de ma vie. Professeur d'études stratégiques dans un institut international, l'homme connaît le continent africain comme le fond de sa poche. Son analyse, son point de vue sur notre avenir, donne froid dans le dos. Et s'il vous plaît, ne sortez pas la rancune du « colon nostalgique ». Lisez avec la tête et la raison ce qu'il dit.

Je vous rapporte fidèlement ses constats : « Cela fait maintenant plus de 25 ans que j'enseigne la stratégie. Dans ma carrière, j'ai eu affaire à des dizaines d'officiers et de hauts fonctionnaires africains. Je suis malheureusement obligé de vous dire ceci : du point de vue des études stratégiques, de l'analyse et de l'anticipation, je leur donne un gros zéro pointé.

Nos stagiaires africains sont très instruits, ils ont de belles tenues militaires ou manient le français de manière remarquable, mais, dans les cours, ils ne nous apportent rien. Tout simplement, parce qu'à ma connaissance, dans toute l'Afrique francophone, il n'y a pas un seul centre d'études stratégiques et internationales avec des vrais professionnels à leur tête. Je vais vous expliquer pourquoi je n'ai aucun espoir pour ce continent.

Au moment où je parle, le monde fait face à trois enjeux principaux : l'énergie, la défense stratégique et la mondialisation. Donnez-moi un seul cas où l'Afrique apporte quelque chose. Rien !

Commençons par l'énergie et précisément le pétrole. Tous les experts mondialement reconnus sont unanimes à reconnaître que d'ici 15 à 20 ans, cette ressource sera rare et excessivement chère. En 2020, le prix du baril tournera autour de 120 dollars. C'est conscients de cette réalité que des pays comme les USA, la France, la Chine, le Royaume Uni, etc. ont mis sur pied des task force chargés d'étudier et de proposer des solutions qui permettront à ces nations de faire main basse sur les ressources mondiales, de s'assurer que quoi qu'il advienne, leur approvisionnement sera assuré. Or, que constate-t-on en Afrique ? Les dirigeants de ce continent ne sont même pas conscients du danger qui les guette : se retrouver tout simplement privé de pétrole, ce qui signifie ni plus ni moins qu'un retour à la préhistoire ! Dans un pays comme le Gabon qui verra ses puits de pétrole tarir dans un maximum de 10 ans, aucune mesure de sauvegarde, aucune mesure alternative n'est prise par les autorités.

Au contraire, ils prient pour que l'on retrouve d'autres gisements. Pour l'Afrique, le pétrole ne comporte aucun enjeu stratégique : il suffit juste de pomper et de vendre. Les sommes récoltées prennent deux directions : les poches des dirigeants et les coffres des marchands d'armes. C'est pathétique. Ensuite, la défense stratégique. L'état de déliquescence des armées africaines est si avancé que n'importe quel mouvement armé disposant de quelques pick-up et de Kalachnikov est capable de les mettre en déroute.

Je pense qu'il s'agit plus d'armées de répression intérieure que de guerre ou de défense

intelligente. Pourquoi ? Parce que, comparées aux armées des nations développées, de la Chine, de l'Inde ou du Pakistan, les forces africaines rappellent plus le Moyen âge que le 21<sup>e</sup> siècle.

Prenez par exemple le cas de la défense anti-aérienne. Il n'y a quasiment aucun pays qui possède un système de défense équipé de missiles anti-aériens modernes. Ils ont encore recours aux canons antiaériens. Les cartes dont disposent certains états-majors datent de la colonisation ! Et aucun pays n'a accès à des satellites capables de le renseigner sur les mouvements de personnes ou d'aéronefs suspects dans son espace aérien sans l'aide de forces étrangères. Quelle est la conséquence de cette inertie ?

Aujourd'hui, des pays comme les Etats-Unis, la France ou le Royaume-Uni peuvent détruire, en une journée, toutes les structures d'une armée africaine sans envoyer un seul soldat au sol... Rien qu'en se servant des satellites, des missiles de croisière et des bombardiers stratégiques. A mon avis et je crois que je rêve, si les pays africains se mettaient ensemble, et que chacun accepte de donner seulement 10 % de son budget militaire à un centre continental de recherche et d'application sur les systèmes de défense, le continent peut faire un pas de géant. Il y a en Russie, en Ukraine, en Chine, en Inde, des centaines de scientifiques de très haut niveau qui accepteraient de travailler pour 3000 dollars US par mois afin de vous livrer des armes sophistiquées fabriquées sur le continent et servant à votre défense.

Ne croyez pas que je rigole. Il ne faut jamais être naïf. Si la survie de l'Occident passe par une recolonisation de l'Afrique et la mainmise sur ses ressources naturelles vitales, cela se fera sans état d'âme. Ne croyez pas trop au droit international et aux principes de paix, ce sont toujours les faibles qui s'accrochent à ces chimères. Je pense qu'il est temps de transformer vos officiers (dont 90 % sont des fils à papa pistonnés qui ne feront jamais la guerre et je sais de quoi je parle) en scientifiques capables de faire de la recherche et du développement. Mais, je suis sceptique. Je crois que ce continent restera enfoncé dans le sommeil jusqu'au jour où le ciel lui tombera sur la tête.

Enfin, la mondialisation. Malheureusement, comme dans tous les autres sujets qui ont fait leur temps, les stagiaires africains que nous recevons sont d'excellents perroquets qui répètent mécaniquement les arguments qu'ils entendent en Occident. A savoir, il faut la rendre humaine, aider les pays pauvres à y faire face. Vous savez, dans mes fonctions, il y a des réalités que je ne peux dire, mais je vais vous les dire. La mondialisation est juste la forme moderne de perpétuation de l'inégalité économique. Pour être clair, je vous dirai que ce concept a un but : garder les pays pauvres comme sources d'approvisionnement en biens et ressources qui permettraient aux pays riches de conserver leur niveau de vie. Autrement dit, le travail dur, pénible, à faible valeur ajoutée et impraticable en Occident sera fait dans le Tiers-monde. Ainsi, les appareils électroniques qui coûtaient 300 dollars US en 1980 reviennent toujours au même prix en 2006.

Et puisque l'Afrique n'a toujours pas un plan cohérent de développement économique et d'indépendance, elle continuera à être un réservoir de consommation où seront déversés

tous les produits fabriqués dans le monde.

Pour moi, l'indépendance signifie d'abord un certain degré d'autonomie. Mais, quand je vois que des pays comme le Sénégal, le Mali, le Niger, le Tchad ou la Centrafrique importent quasiment 45 % de leur propre nourriture de l'étranger, vous comprendrez qu'un simple embargo militaire sur les livraisons de biens et services suffirait à les anéantir.

Pour terminer, je vais vous raconter une anecdote. Je parlais avec un colonel sénégalais venu en stage chez nous il y a quelques mois. Nous regardions à la télévision les images de millions de Libanais qui défilaient dans les rues pour réclamer le retrait des soldats syriens de leur pays. Je lui ai demandé ce qu'il en pensait.

Il m'a répondu : « Les Libanais veulent retrouver leur indépendance et la présence syrienne les étouffe ». C'est la réponse typique de la naïveté empreinte d'angélisme. Je lui ai expliqué que ces manifestations ne sont ni spontanées ni l'expression d'un ras-le-bol.

Elles sont savamment planifiées parce qu'elles ont un but. Israël piaffe d'impatience d'en découdre avec le Hezbollah et puisque Tel-Aviv ne peut faire la guerre en même temps aux Palestiniens, au Hezbollah et à la Syrie, son souhait est que Damas se retire. Une fois le Liban à découvert, Israël aura carte blanche pour l'envahir et y faire ce qu'elle veut. J'ai appelé cet officier sénégalais, il y a deux jours pour lui rappeler notre conversation. Malheureusement, il était passé à autre chose. Son stage ne lui a servi à rien. J'espère vraiment qu'un jour, les Africains auront conscience de la force de l'union, de l'analyse et de l'anticipation. L'Histoire nous démontre que la coexistence entre peuples a toujours été et sera toujours un rapport de force.

Le jour où vous aurez votre arme nucléaire comme la Chine et l'Inde, vous pourrez vous consacrer tranquillement à votre développement. Mais tant que vous aurez le genre de dirigeants que je rencontre souvent, vous ne

comprendrez jamais que le respect s'arrache par l'intelligence et la force.

Je ne suis pas optimiste. Car, si demain l'Union Africaine ou la CEDEAO décide de créer un Institut africain d'études stratégiques crédible et fiable, les personnes qui seront choisies se précipiteront en Occident pour apprendre notre manière de voir le monde et ses enjeux. Or, l'enjeu est autre, il s'agit de développer leur manière de voir le monde, une manière

africaine tenant compte des intérêts de l'Afrique. Alors, les fonctionnaires qui seront là, à statut diplomatique, surpayés, inefficaces et incapables de réfléchir sans l'apport des experts

occidentaux se contenteront de faire du copier-coller, ce sera un autre parmi les multiples gâchis du continent. Avant que vos ministères des Affaires étrangères ne fassent des analyses sur la marche du monde, ils feraient mieux d'en faire d'abord pour votre propre « intérêt ».

O.S. (journaliste, Montréal)

JUSTICE POUR THOMAS SANKARA ET NORBERT ZONGO

### Le MMLK réclame l'extradition de Blaise Compaore

**Le MMLK embarque pour la lutte contre l'impunité en Afrique. Dans un récent communiqué, ce mouvement de défense des droits de l'homme réclame justice pour Thomas Sankara et Norbert Zongo. Pour la cause, le président Pasteur Edoh demande l'extradition de Blaise Compaore, présumé coupable de l'assassinat de ces deux grands hommes du pays des hommes intègres. Lire l'intégralité du Communiqué.**

Le Mouvement Martin Luther King la Voix des sans Voix félicite le peuple Burkinabè dont le courage et la détermination ont conduit au départ de Blaise Compaoré du pouvoir afin de l'instauration de la démocratie et demande illico presto son extradition et sa comparution devant les juridictions compétentes afin qu'il réponde avec son frère cadet François Compaoré de leurs crimes.

En effet, l'on se rappelle qu'il a fallu seulement moins d'une semaine d'insurrection populaire au pays des hommes intègres pour que le Capitaine Blaise Compaoré, l'ex-homme fort du Burkina, puisse déguerpir de ses fonctions. Au pouvoir depuis 1987, après avoir assassiné son camarade d'arme Thomas SANKARA, l'ex-président dont le dernier mandat devait expirer en novembre 2016, n'a jamais voulu entendre raison.

Pour parvenir à ses basses besognes, il fallait sauter le verrou constitutionnel dans son article 37 à travers le vote parlementaire d'un projet de loi visant à réviser la constitution afin qu'il se présente à la fin de son dernier mandat en vue de s'éterniser au pouvoir comme la plupart des dirigeants de l'espace francophone d'Afrique.

Coup de théâtre et ironie de sort ! C'était sans compter avec le peuple souverain du Faso, qui mobilisé, massivement de toutes les contrées, a réussi d'abord à faire résigner le dictateur de son projet anti-républicain avant de le pousser à sortir par la petite porte, celle de la honte et de l'humiliation ce 30 octobre 2014. C'est la fin d'une dictature militaire, vieille presque de trois (03) décennies, le dernier reliquat de l'Afrique Sub-saharienne et durant laquelle d'énormes crimes odieux et crapuleux ont été commis.

Parmi ces actes criminels et barbares, figurent l'assassinat du Capitaine Thomas SANKARA en 1987 et les exactions extrajudiciaires des opposants qui s'en sont suivies ; l'assassinat du journaliste Norbert ZONGO en 1997 dont le principal instigateur est son frère cadet François Compaoré. Selon les militants des droits de l'homme au Burkina beaucoup d'actes horribles, ignobles et attentatoires à l'intégrité humaine notamment le refus de respecter la loi fondamentale qu'il a déjà révisé pour proroger son règne au détriment de la volonté populaire. Aujourd'hui les faits doivent le rattraper pour que l'histoire du Burkina Faso soit réellement réécrite.

A cet effet, le Mouvement Martin Luther King (MMLK) demande que l'ex-Président soit extradé afin qu'il compare avec son frère et ses hommes de main devant les juridictions compétentes en répondant aux différents crimes commis jadis dans l'impunité.

Le mouvement Martin Luther King lance un appel au président Ivoirien Alassane OUATTARA de ne pas protéger l'ancien président Burkinabè mais de le livrer à la loi pour que justice soit faite aux victimes

Le Mouvement Martin Luther King espère que la révolution Burkinabè servirait du modèle aux pays Africains dont les dirigeants continuent par réviser leur constitution pour s'offrir un autre mandat alors qu'ils ont déjà brigué leur légalité constitutionnelle.

Justice pour Thomas SANKARA et Norbert ZONGO !

Le Président

Pasteur EDOH K.KOMI

# Pascal Bodjona libéré : un non évènement qui agite la République

Et la saga Bodjonagate s'acheva. Samedi dernier, à la mi-journée, les réseaux sociaux s'inondent d'une rumeur qui, dans les minutes suivantes, devint clameur. Pascal Akoussouléou Bodjona, libre. Enfin. Le soulagement et le bonheur de la famille et des fans fanatiques de l'homme sont indescriptibles. Ceux-ci se sont donné tous les moyens (fanfares, tambours, klaxons, cris...) pour offrir un accueil des plus bruyants à leur "icône" de retour parmi les "hommes libres comme l'air". La justice togolaise tant décriée, épinglée, peinte en noir opaque dans cette affaire rocambolesque d'escroquerie internationale, vient par une "ordonnance de libération d'office" de dire le droit, en rendant justice. Lobbying de haut niveau, négociations politiques de coulisses, instructions du Pape François, pressions de tous genres sur le pouvoir de Lomé, chacun tente de justifier cette libération de l'ancien Directeur de cabinet de Faure Gnassingbé, ancien ministre de l'administration territoriale. Cette tournure inattendue de l'affaire a même surpris certains avocats de "l'enfant prodige" de Kouméa.

Arrêté le 1er septembre 2012, suite à une plainte de l'émirat Al Abass Youssef, "Bodj" pour les intimes, écouté comme témoin, sera détenu durant plus de 8 mois à la gendarmerie nationale. Libéré le 9 avril 2013, Bodj, tout débordant d'énergie, s'expose, s'oppose et s'attire le malheur d'une nouvelle incarcération le 21 Août 2014. Le voilà de nouveau libre, cette fois-ci une liberté définitive -du moins en ce qui concerne cette affaire d'escroquerie-, après 525 jours passés dans les geôles de Tsévié, localité située à une trentaine de kilomètres au Nord de Lomé.

Prisonnier hors du commun, Pascal n'a souffert à Tsévié que de sa privation de liberté : tout lui était permis : jours d'audiences, radio, télévision écran plasma, téléphone, autorisation à réhabiliter sa cellule comme bon lui semble. En lieu et place d'une cellule, ce fut une salle VIP. Bodj a passé ses jours dans un confort extraordinaire. Depuis son inculpation, lui, ses avocats et une partie de l'opinion ont toujours cru à un acharnement politique plutôt qu'à une procédure judiciaire fondée sur une infraction bien constituée. Il est resté bien droit dans les bottes de cette conviction et dans ses premiers propos à sa sortie le samedi, il a encore taxé la procédure qui l'a embastillé "d'incongrue" et "d'absurde". C'est un secret de polichinelle, sous tous les cieus, toute procédure qui implique un personnage public est politique, bien avant tout.

Dans le Bodjonagate, il existe des contingences que nul ne peut nier. Le fond du problème, immergé, qui fonderait la connotation politique de l'affaire est totalement méconnu de tous, mais très bien connu, assurément, de la victime et celui que cette dernière accuse d'être son bourreau. Tous ceux qui se jettent dans les hautes vagues de cette affaire tonitruante s'essoufflent pour un combat qu'ils

ne comprennent pas du tout. En premier rang, l'armée d'avocats appelés à multiplier les va et vient entre Lomé et Abuja et à prendre d'assaut les médias. La course a payé, de toute façon, c'est le moins qu'on puisse dire. Et Dieu sait comme tous les hommes, épris de justice et de paix, sont heureux pour Pascal Bodjona.

Mais alors pourquoi autant d'agitation, pourquoi casser les tympanes de la République avec autant de tintamarre, parce qu'un détenu est libéré ? Si ce dernier, fabriqué de toutes pièces par un régime qui lui a ouvert les portes de la célébrité et de la popularité a le mérite de magnétiser toutes les attentions et d'attirer pitié et sympathie, il n'est pas pour autant plus important que le citoyen lambda, écroué depuis des années en geôle injustement pour une cause des plus banales. Dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara, ce n'est juste qu'un exemple, plusieurs togolais



Zaina, la femme de Pascal Bodjona inondée d'émotion

croupissent encore en prison dans des conditions d'incarcération les plus dégradantes et déshumanisantes. L'opinion ne s'en émeut pas pour autant et ces

avocats qui se prennent pour les grands défenseurs de droit de l'homme dans la cité sont invisibles aux cotés de cette catégorie de prisonniers.

Quand un prisonnier sans voix, un démuné, incarcéré dans une cellule de 3m2 où s'entassent comme des sardines plus de 400 détenus, recouvre la liberté, c'est un évènement, un grand.

L'évènement ce n'est pas ce prisonnier qui, libéré déploie trois véhicules, un 15 places et deux taxis pour ramasser ses effets personnels, entre autres télé, vélo de footing, lit et matelas moelleux, climatiseur, de grosses piles de bouquins. L'évènement, ce n'est pas ce prisonnier qui, libéré s'insère dans un convoi interminable de voitures de luxes pour arriver à la maison où l'attendait une immense foule hystérique avec des écriteaux portant une phraséologie de haine et de vengeance. C'est bien une évidence, dans le Bodjonagate, la justice togolaise, si elle a pris un faux départ, termine la course en triomphe avec la couronne du droit sur la tête. Il faut s'en féliciter. Et c'est bien là l'évènement.

Y.G

## IMAGES LIVE DU RETOUR DE PASCAL BODJONA



Le convoi de voitures qui a ramené P.B. s'étend à perte de vue



Télé, climatiseur, meubles, équipements de sport et divers, ramenés de la cellule VIP de P.B par plusieurs véhicules



Une foule en liesse



La femme de Pascal Bodjona inondée d'émotion



FUCEC-TOGO / FALSIFICATION DES SIGNATURES DES ADHÉRENTS/ ACTE 2

# Avec un reçu faussement signé, un client accusé d'avoir fait un retrait d'un million de francs

FUCEC-TOGO fait peur à ses adhérents. Le laxisme criard dans la gestion des opérations ferait beaucoup de victimes ces derniers temps. Si la réputation de FUCEC sur le marché de la microfinance semble faire l'unanimité, sa crédibilité de toute façon commence par se dégrader peu à peu.

Dans notre précédente parution, nous dénoncions un cas de falsification de signature d'un client à la COOPEC Vakpossito. Pour noyer ce gangstérisme, les responsables de cette boîte contre-attaquent notre article via presse interposée, avec la plume de mercenaires de sordide réputation, indigne d'une corporation qui aspire au professionnalisme. Nous revenons en épisode 2, sur un autre cas prouvé de manipulation de compte des clients et l'attribution à ces derniers de signatures qu'ils n'ont jamais faites. Notre témoin du jour est un opérateur économique de très bonne réputation.

Après d'une agence de FUCEC de l'intérieur du pays, le monsieur fait un prêt de 2 millions. Alors qu'il lui restait 250 000F pour solder son crédit, il connut quelques difficultés. Intérêt plus pénalités de retard quelques semaines après, et le voilà à un million de redevance à la FUCEC. Mais comme par enchantement, la comptabilité de

l'agence lui tendit une facture de 4 millions. Le temps de contester, il se fait arrêter plus d'une fois par la gendarmerie, sur ordre des responsables de ladite agence, mais dans tous les cas, il a été vite relâché.

À l'arrivée d'un nouveau directeur à la tête de l'agence en question, la même comptabilité refait la situation du prêt de notre témoin et lui demande de payer 2 millions au lieu de 4. Une microfinance ou une institution bancaire qui se comporte de la sorte est un danger pour, et les clients et l'économie nationale. Cela va sans dire. Mais le pire reste à venir. « Ma deuxième mésaventure ; j'ai été sommé un jour de rembourser un découvert d'un million que j'aurai fait, non à l'agence de l'intérieur du pays où j'ai établi mon compte, mais plutôt dans les livres d'une autre agence sise à Lomé, où, par le mécanisme de l'inter-caisse, je fais rarement quelques retraits. Je tombe des nues. J'ai contesté cette opération. Je leur ai dit vous êtes des voleurs, foutez-moi la paix, je n'ai jamais fait de découvert chez vous » confie le malheureux à qui Fucec a brandi un reçu, une souche portant bien une signature qui semble ressembler à la sienne. « Je n'ai jamais fait de découvert, j'ai fait un prêt, ils ont tenté de m'escroquer, je ne le répéterai



même plus», martèle-t-il. Le phénomène de la falsification des signatures des adhérents de FUCEC-TOGO et ses nombreuses COOPEC est une réalité, loin d'être une pure invention de la Symphonie. Les épargnants de Fucec-Togo, et au-delà de toute autre microfinance et institution bancaire devraient redoubler de vigilance. Même

l'argent que vous retirez ou déposez à la caisse doit être soigneusement compté. Vous faites un prêt que vous êtes en train de rembourser, soyez éveillés. Cet exercice d'éveil des consciences, c'est le rôle du journaliste. Cela relève de sa responsabilité sociale. Il ne revient pas à ce dernier parce qu'affamé, sans vérification des

faits ni recoupements, de se taper quelques miettes, et s'engager dans la défense, malencontreusement et maladroitement, des institutions qui érigent la fraude et le vol en règle dans la cité, en toute impunité. (A suivre)

Broohm Ani

## Décret n°.../ PR Portant nomination de préfets et sous – préfet

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du ministre de l'Administration territoriale de la Décentralisation et des Collectivités locales :

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992

Vu la loi n°2007-001 du 08 Janvier 2007 portant organisation de l'administration territoriale décentralisée au Togo

Vu le décret n° 2012 – 004/PR du 09 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres.

Vu le décret n° 2012 – 006/PR DU 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels

Vu le décret n° 2015- 041/PR du 05 juin 2015 portant nomination du premier ministre ;

Vu le décret n° 2015 du 28 juin 2015 portant composition du gouvernement ; Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article 1er sont nommés préfets :

Préfecture de Bas – Mono

Monsieur SOGBO Kokouvi Amétépé administrateur civil en remplacement de Monsieur

MAGLO Dzifanou Koffi

Préfecture de YOTO

Monsieur ALIBO Yawo, proviseur de lycée en remplacement de Monsieur TOUDEKA Kado Komlan.

Préfecture de l'Ogou

Monsieur AKAKPO Edoh directeur de CEG en remplacement de Monsieur ALLAGBE

Kokou Bayèdjè

Pefecture KLOTO

Monsieur ASSAN Bertin, sociologue en remplacement de Monsieur APEDO Otteko Edèm Awoukofi.

Préfecture de Danyi

Monsieur KUEVI Coco Folly enseignant de CEG en remplace de AKAKPO Kokou

Amouzou

Préfecture de Est Mono

Monsieur BITENEWE Kouma, officier des FAT en remplacement de Monsieur KOUDOLAN M'Badi ;

Préture de TCHAOU DJO

Monsieur MONPION Matieidou, officier des FAT à la retraite en remplacement de Monsieur TCHEMI TCHABI Tchapo

Préfecture de Sotouboua

Monsieur PALI TCHABI Bassabi directeur de CEG en remplacement de Monsieur TAKOUDA Blèza

Préfecture de Binah

Monsieur ATABA Abalounorou inspecteur du 2e degré en remplacement de Monsieur AWITALA T. Maani

Préfecture de la Kéran

Monsieur DOUTI Mabiba N'Sarma attaché d'administration en remplacement de Monsieur ATCHARTCHAO Gnanta.

Art. 2. Est nommé sous préfet de la plaine de Mô, le Commandant SOUFOULOU Adam Kassim

Art 3 Le présent décret sera publié au journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 03 Février 2016

Le président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le premier Ministre

Selom Komi KLASSOU

Le ministre de l'Administration territoriale de la Décentralisation et des collectivités locales

Payadowa BOUKPESSI

*Pour tout besoin de reportage ou de publicité, La Symphonie vous offre ses colonnes / Contact: 90 38 36 16*

## ASTUCES SANTE

### Fibrome : que dois-je savoir ?

Un fibrome est une tumeur bénigne de l'utérus fréquente chez les femmes de la trentaine à la quarantaine. Cette excroissance a tendance à disparaître progressivement à la ménopause. Plus de 20 % des femmes ont un fibrome au cours de leur vie.

#### Comment prévenir l'apparition d'un fibrome ?

Il est difficile de prévenir l'apparition des fibromes puisque leur cause reste encore inconnue. Cependant, il est établi qu'un taux élevé d'œstrogènes (hormones féminines) favorise leur croissance. Or, les œstrogènes interviennent aussi dans la fabrication de la graisse. Par conséquent, manger équilibré et faire de l'exercice permettrait de minimiser les risques.

Quelles sont les personnes à risque ?

- Les personnes avec des antécédents familiaux de fibrome
- Les femmes afro-américaines

#### Comment diagnostique-t-on un fibrome ?

Le médecin, généraliste ou gynécologue, commencera par vous poser des questions sur vos symptômes. Il effectuera ensuite un examen clinique (palpation du ventre, examen gynéco). Pour compléter, il demandera d'autres examens : échographie de l'utérus, hystérogaphie (radio de l'utérus), hystérocopie (introduction d'une caméra dans l'utérus).

#### Quels sont les différents types de fibromes utérins ?

- Le fibrome sous-muqueux (qui se développe dans la cavité utérine)

- Le fibrome interstitiel (dans l'épaisseur du muscle utérin, le myomètre, par opposition à l'endomètre qui, lui, s'en va avec les règles)

- Le fibrome sous-séreux (à la surface externe de l'utérus)

Quels sont les symptômes d'un fibrome utérin ?

Les fibromes n'entraînent pas toujours de symptômes mais quand c'est le cas, il peut y avoir :

- Des règles douloureuses et abondantes

- Des saignements en dehors des règles

- Des rapports sexuels douloureux

- Une fréquente envie d'uriner ou des fuites urinaires quand le fibrome fait pression sur la vessie

- De la constipation ou des ballonnements si le fibrome fait pression sur l'intestin

#### Quels sont les traitements du fibrome ?

Un fibrome ne nécessite un traitement qu'à partir du moment où il devient gênant, par exemple quand il provoque des saignements importants (avec un risque d'anémie).

Un traitement hormonal à base de progestérone peut vous être proposé pour réduire les saignements en attendant la ménopause. Un nouvel antiprogestatif permet, en plus, de diminuer le volume du fibrome.

Votre gynécologue peut vous prescrire des agonistes de la GnRH qui déclenchent artificiellement la ménopause mais ils ne sont pas toujours bien supportés. Le but : diminuer la taille du fibrome avant une intervention chirurgicale. Une intervention peut être envisagée quand le traitement hormonal ne suffit pas. Elle dépendra de l'âge de la femme, de son désir d'enfant et de la gêne ressentie. Certaines équipes proposent de détruire le fibrome par ultrasons. Cette technique présente l'avantage d'éviter les cicatrices mais elle n'est pas très rapide (3 h pour brûler un fibrome de 8 cm de diamètre).

Le gynécologue peut proposer à une femme qui ne veut plus d'enfant une embolisation. Cette nouvelle technique, qui requiert une équipe spécialisée, consiste à boucher l'artère qui alimente le fibrome en injectant de petites particules. Le but : étouffer le fibrome.

La myomectomie consiste à retirer le fibrome qui se trouve dans la cavité utérine.

Si le fibrome est trop volumineux et trop gênant, le dernier recours est une ablation de l'utérus (hystérectomie).

## La Fondation Parbey City renaît de ses cendres

"Aujourd'hui est un grand jour dans la vie de notre fondation", s'est exclamé Edoh Raphaël, nouveau président de la Fondation Parbey City. Plongée dans une longue léthargie, la Fondation, à l'initiative de ses membres, veut renaître de ses cendres. Une assemblée générale extraordinaire tenue le samedi 30 janvier à Brother Home à Lomé avait pour but de relancer les activités.

La Fondation Parbey City a été portée sur les fonts baptismaux le 02 Août 1997. Le père fondateur, porteur d'une vision de construction d'une résidence commune "Parbey City Lomé 2010", va vite trépasser en Septembre 1998. Héritiers et sympathisants, épris des valeurs prônées par l'homme, tentent de s'approprier son idéal et de porter son flambeau trop vite éteint.

A l'assemblée générale du 30 janvier dernier, un nouveau bureau de 13 membres a été élu, présidé par M. Edoh Raphaël, avec pour secrétaire général M. Kagni Parbey. Les statuts ont été retouchés et réadaptés aux nouvelles données et d'importantes recommandations prises. La mise en œuvre des recommandations devrait aboutir, d'ici 2020, à la concrétisation du rêve du père fondateur, celui de bâtir une cité prospère où il ferait bon vivre et les habitants s'appelleraient frères et sœurs. Ce plan prévoit la promotion de l'habitat Parbey City, la construction d'un centre médico-social, la création d'une université polytechnique internationale,



Le nouveau président élu de la Fondation Parbey City

- 1- Président : Edoh Raphaël
- 2- Vice-président : Togbui Dagban
- 3- Secrétaire général : Kagni Parbey
- 4- Secrétaire Adjoint : Mme Akuété Justine
- 5- Trésorier Général : Dangbo
- 6- Trésorier adjoint : Jean-Marie Typam
- 7- 1er conseiller : Mme Bao
- 8- 2ème conseiller : Kunakey
- 9- 3ème conseiller : M. Mathias Dzivenou

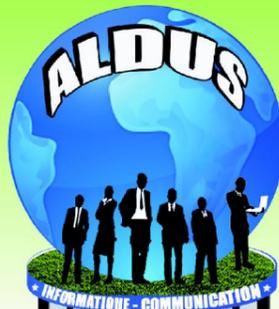


Le nouveau bureau exécutif de la Fondation Parbey City

l'implantation et le développement d'une zone franche industrielle intégrée. Le nouveau président croit fermement à la réalisation de ce rêve et promet, pour la cause, que le "bon combat sera mené".

#### Liste des membres du bureau exécutif de la Fondation Parbey City

- 10- 4ème conseiller : M. Yina
- 11- 5ème conseiller : M. Salami
- 12- 6ème conseiller : M. Sowu Destiny
- 13- 7ème conseiller : Mme Parbey Kounké



## INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN AUDIOVISUEL

- Montage virtuel
- Poste-production vidéo
- Laboratoire multimédia (DVD/CD)
- Authoring et Graphisme de DVD
- Duplication (DVD/CD)

1053, Rue 143 Bè-Bassadj  
BP : 61 232 Lomé-Togo  
Tél. : 22 22 65 89  
Courriel : info@aldusms.com

[www.aldusms.com](http://www.aldusms.com)



**THE BLOOD OF JESUS**  
First Class Beauty Center

Pédicure - Manucure - Massage - Soins de visage et Corps  
Comblement de rides - Coiffure & Tresse

BP: 81466 Tél: 22 32 48 29 / 90 04 10 75 Lomé - TOGO

## COMMERCE

## Dankpen: un vivier d'opportunités d'affaires

Les pays africains rêvent tous de développement, d'émergence. Ils sont peu à se donner les moyens pour y arriver, et pourtant, les potentialités sont énormes. Notre pays le Togo rêve également d'émergence, et en fait même une politique nationale. S'il est vrai que le développement est un concept global qui inclut tout le territoire national, il est difficile d'affirmer que des efforts sont faits pour que toutes les régions, dans une moindre mesure, toutes les préfectures, connaissent le même rythme de développement. L'absence de la décentralisation est citée comme premier frein au développement harmonieux. Les 35 préfectures du Togo, prises individuellement, présentent d'exceptionnels atouts qui, mis en valeur, peuvent donner un réel coup d'accélérateur au développement du pays.

C'est le cas de la préfecture de Dankpen, localité située à environ 90 km à l'ouest de la ville de Kara. Les opportunités de commerce y sont grandes et figurent en bonne place dans les atouts majeurs de développement. Désignée comme la mamelle du Togo, en se référant à la carte géographique, Dankpen, avec ses 147.000 habitants et ses douze cantons, offre d'importantes opportunités d'affaire. Carrefour

de Kabou se retrouvent au grand marché de Guérin Kouka, chef lieu de la préfecture. Le coton, le kilogramme vendu entre 150 F et 200 F, règne en maître sur le marché commercial et l'économie de Dankpen.

« Des acteurs commerciaux viennent acheter le coton ici pour les convoier à Kara. D'autres agriculteurs proches de la frontière du Ghana préfèrent pour leur part traverser la frontière pour aller le commercialiser », nous a confié M. Ounadi Bouboukoume, contrôleur des recettes de la préfecture.

Aussi classe-t-on Dankpen comme la Première préfecture productrice d'igname au Togo. Les ignames sont vendues par « calebasse », (cent (100) tubercules), « demi calebasse » ou par tas de trois (3) tubercules, à des prix défiant toute concurrence. Ces deux produits associés au soja et au karité sont écoulés sur le marché local et celui des localités environnantes. Ils sont également exportés vers Kara, les autres villes du pays et au Ghana voisin. L'offre, parfois, est plus forte que la demande.

« On y trouve également des produits vivriers, nous explique un jeune géographe à Namon, un canton situé à l'est de la préfecture,



L'agriculture essentiellement tournée vers les céréales

localité, même s'ils nécessitent réhabilitation, sont pour la plupart organisés, avec un système de collectes de tickets bien peaufiné.

« On peut donc avoir un droit de place ou un droit de sortie. Somme toute, ces recettes varient en fonction de la période de l'année, selon qu'il s'agisse d'une période d'intenses activités économiques telles la rentrée scolaire, les périodes de fin d'année et de fête ou encore des périodes de récoltes des produits vivriers. Ces recettes peuvent osciller entre six cent mille (600.000) francs et un million (1.000.000). Ces recettes vont pour la plupart dans la construction de certaines infrastructures (magasins au marché, ponts) nécessaires au bon fonctionnement et au développement de la préfecture et dans la couverture salariale de certains employés qui n'émargent pas sur le budget de l'Etat. » explique-t-il. Ce commerce est essentiellement soutenu par des groupements et autres institutions financières.

#### Les micros entreprises et les institutions bancaires, forces de développement économique à renforcer.

Il existe une autre force économique de la préfecture de Dankpen, les micros entreprises. Les populations ont vite pris conscience de la force qui réside dans l'unité d'action et se sont constituées en groupements, pour monter de micros entreprises et exploiter des unités de transformation. A Guérin-Kouka, on peut retrouver de petites unités de transformation de l'arachide en huile de cuisine et en crêpe. D'autres, surtout les femmes, investissent également dans la transformation du soja en fromage et en lait de soja. Martin Dadja Maganawé, préfet de Dankpen dresse l'état de l'existant dans ce secteur.

« Actuellement, ce qui se fait sur le plan local est la transformation de l'arachide en huile de cuisine. Il ya également la transformation des grains de néré en moutarde ensachée pour la commercialisation. Le problème auquel nous souhaitons apporter une contribution est la transformation de l'igname qui, effectuée à grande échelle sera rentable à la préfecture. Pour ce faire, il nous faut des moyens de financement et de conservation de ce produit. Il faudra également trouver pour la moutarde une meilleure méthode d'ensachement capable de donner des garanties de sécurité alimentaire aux consommateurs. De manière

artisanale, telle que les femmes la font, la moutarde peut tenir pendant un an, mais au-delà c'est un peu problématique. La Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) est intervenue plusieurs fois au cours des échanges avec des femmes et a promis mettre en place certaines unités de transformation. On espère incessamment la réalisation de cette promesse. »

Ces diverses entités ont certes un poids considérable et un impact majeur dans le commerce et l'économie de la préfecture, mais sont contraintes aux difficultés d'une production à grande échelle, de conquête de nouveaux marchés et d'autres problèmes liés à la promotion de ces produits, de leur exportation pour un meilleur rendement. Des apports d'experts techniques et financiers seront donc d'un grand atout pour ces entités et tous les secteurs de production, a reconnu le contrôleur des recettes de la préfecture. Il y a certes le faible appui du système bancaire et du secteur de la microfinance, mais on reconnaît qu'un apport externe, le soutien d'organismes spécialisés et de développement communautaire serait plus adapté et efficace. A cet effet, il est important de noter que l'avènement de produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) tels l'Accès des Agriculteurs aux Services Economiques et Financiers (AGRISF) et l'Accès des Jeunes aux Services Economiques et Financiers (AJSEF) récemment mis sur le marché contribue considérablement au fonctionnement de ces micros entreprises.

#### Taux de bancarisation encore très faible

En ce qui concerne la bancarisation, un moteur essentiel de développement, bon nombre d'acteurs de la préfecture semblent être en marge de cette dynamique. Malgré trois (3) institutions bancaires notamment l'Union Togolaise de Banque (UTB), la Banque populaire et la Poste, et quatre (4) institutions de microfinance répandues dans toute la préfecture, le constat général, selon M. Kidiféma Kodjo, responsable de la MUCAD, une institution de microfinance de Guérin Kouka, est que « les populations ne sont pas imprégnées des avantages de la bancarisation, de la force de l'épargne... ».

Soutien de taille aux entités et acteurs économiques, il explique cet état de fait par l'ignorance de

certaines populations, la méfiance d'autres au regard des faillites et de la mauvaise foi de certaines institutions qui ont sombré avec les épargnes. Dès lors, la thésaurisation des fonds et recettes est devenue la règle un peu partout à part pour certaines personnes comme les fonctionnaires et autres agents contraints du fait de leur statut ou activité. Les greniers et les toits des maisons sont devenus les meilleurs coffres avec tous les risques. Il a donc appelé à la sensibilisation, pour un changement des mentalités dans ce processus. Pour plus de profits, ces activités économiques et commerciales de la préfecture doivent être renforcées par la construction des infrastructures routières capables de bien assurer le trafic.

#### Des voies relativement praticables, capables d'assurer le trafic

La nationale N°17 qui traverse la préfecture de Dankpen est un atout majeur pour favoriser le commerce dans la préfecture. Elle est pratiquée par des acteurs venus de divers horizons pour exercer leurs activités. A côté de la route nationale N°17, il existe des pistes plus ou moins praticables dans les divers cantons de la préfecture. Elles sont munies d'éclairage public à énergie solaire. Si le chef lieu de la préfecture Guérin-Kouka bénéficie des services de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET), bon nombre de populations des autres cantons qui ne sont pas encore électrifiés pallient à ce besoin par des panneaux solaires, des lampes solaires, des groupes électrogènes et la lampe champêtre traditionnelle. Il existe par endroits des zones plus ou moins enclavées du fait du mauvais état de la route surtout en période de pluie. Tous ces facteurs constituent une entrave à l'exportation à grande échelle des produits de la préfecture vers d'autres contrées. Ces voies sont empruntées par des véhicules à quatre roues et des véhicules de transport de marchandises. Généralement la circulation dans les cantons et localités de la préfecture est dominée par les motos et des vélos.

Dankpen ne manque pas d'atouts pour une économie forte, mais les potentialités sont méconnues. Des appuis de tous ordres aux acteurs économiques seraient bénéfiques. Des actions ciblées peuvent véritablement lancer Dankpen sur la voie de développement, entre autres, rendre le commerce plus fluide avec la construction des infrastructures routières reliant les cantons et la préfecture à d'autres préfectures de la région, inciter les acteurs à plus d'intelligence économique surtout à des actions d'innovation pour plus de compétitivité, négocier des partenariats et solliciter des expertises techniques, accompagner le secteur de l'agroalimentaire pour une production plus qualifiée et à grande échelle.

**Dossier réalisé par le groupe des Journalistes en Mission pour le Développement (JMD), avec l'appui de la centrale d'achat et d'approvisionnement René Descamps International de la France (RDI-France)**



Huile d'arachide, localement fabriquée et conditionnée

économique de la région et plaque tournante pour les commerçants ghanéens, - le Ghana, voisin du fait de sa situation géographique - la préfecture tarde cependant à amorcer un véritable élan de développement rêvé par les autorités. Assez d'atouts pour un commerce florissant, mais assez de problèmes également pour une mise en œuvre fructueuse des politiques de développement.

#### Une économie de marché basée sur le commerce du coton, des céréales et des tubercules

Le commerce dans la préfecture de Dankpen est essentiellement basé sur le coton, l'igname et le soja, des produits massivement cultivés sur le plan local et qui font sa richesse économique. Composée de douze (12) cantons, la préfecture de Dankpen a autant de marchés. Chaque marché s'anime à un jour donné de la semaine. Les lundis par exemple, c'est le jour de marché à Bapuré. Tous les dimanches par contre, ces douze (12) cantons et les acteurs économiques environnants, du Ghana, de Kara, Kétao ainsi que

en l'occurrence le maïs, comme tant d'autres céréales tels le mil, le sorgho, le haricot, les épices, l'arachide, le riz, le fonio, le niébé, le karité, le néré etc, tous cultivés dans la préfecture. D'autres produits rencontrés tels le textile et certains produits finis sont importés par des commerçants venus de Kara, Kabou, Kétao, ... »

Ancrée dans la culture des populations, la vente du Tchouk, boisson locale très prisée, fait bonne recette également dans la zone.

Bien qu'interdite, la vente du carburant frelaté fait partie intégrante du commerce et de l'économie de la préfecture. Interrogé à Namon, un vendeur qui a requis l'anonymat explique cela par le manque de stations d'essence dans les différentes localités de la préfecture. A Guérin-Kouka, ce commerce cohabite naturellement avec l'unique station d'essence.

Le charbon de bois occupe aussi une place majeure dans le commerce de la préfecture. Il découle d'une fabrication locale issue des divers cantons.

Fait marquant, les marchés de la

FTF / ELECTION DU 13 FEVRIER

# DOBOU, la solution?

Trois candidats sont en lice pour le seul fauteuil présidentiel de la Fédération togolaise de football (FTF). Les différents états-majors sont en pleine effervescence, la quête des voix engagée dans une atmosphère électrique. Malgré les secousses, M. Dobou Gerson s'accroche, fortement poussé par sa réelle envie d'apporter son expertise pour relever les grands défis qui s'imposent au football national. Chef de file de la liste "La Solution", Dobou, à en croire bon nombre d'acteurs, a la carrure pour incarner véritablement, si ce n'est pas la Solution, le réveil de notre football et sa projection vers le professionnalisme et une gestion saine. A quoi va ressembler l'ère Dobou de la FTF et quelle est la vision de l'homme pour le foot national ? Le tout est décliné dans un programme pour le moins réaliste.

## VOICI L'INTEGRALITE DU PROGRAMME DE LA LISTE "LA SOLUTION" DE MONSIEUR DOBOU KWADZO SEDEM GERSON

### Les Principes de la liste « LA SOLUTION

«Pour relever le défi de rendre au sport roi sa noblesse et restaurer son image ternie par des problèmes relationnels, la liste «LA SOLUTION» s'est assigné des principes à savoir : Collégialité, Pragmatisme et Excellence.

#### 1. Collégialité

- Solidarité dans l'action ;
- Fédération des énergies.

#### 2. Pragmatisme

- Actions pratiques ;
- Persévérance dans l'action.

#### 3. Excellence

- Efficacité dans l'action ;
- Promotion du culte de l'excellence et du Fair Play.

L'alternative crédible pour une résolution pérenne des problèmes au sein de la FTF.

### Concept global

Les élections du 13 février 2016 à la FTF, constituent à ne point en douter, un tournant décisif dans l'histoire du football togolais.

En effet, depuis de nombreuses années, de multiples crises caractérisent la gestion du football togolais. Il est apparu que ces diverses crises trouvent leur fondement essentiellement dans les hommes qui animent ce football et accessoirement dans les textes qui régissent ce sport tant aimé dans la nation togolaise.

Un premier pas a été franchi en ce qui concerne le volet des textes, lorsque ces derniers ont été adoptés le 20 janvier 2016 dans une ambiance apaisée.

Le volet qui concerne les hommes, de loin le plus difficile à gérer, nécessite que l'on mette à la tête du football togolais une équipe compétente et expérimentée conduite par un homme du milieu du football.

Ce sont ces critères qui ont conduit à mettre en place, une équipe d'hommes d'expériences dans le groupe dénommé « LA SOLUTION » dirigé par Monsieur DOBOU Kwadzo Sedem Gerson, un homme de terrain, maîtrisant parfaitement les arcanes du football.

La liste « LA SOLUTION » s'engage à instaurer la paix et la cohésion au sein de la famille du football et entend ainsi rétablir l'enthousiasme et la fierté nationale pour un meilleur visage de ce football.

Elle entend relever les principaux défis suivants :

Organiser les états généraux du football togolais ;

Restaurer la discipline au sein de la Fédération et moraliser les milieux du football pour mieux combattre la corruption et l'obscurantisme ;

Assurer une nouvelle organisation du football au Togo ;

Renforcer les capacités du potentiel humain et technique ;

Renforcer les infrastructures et les équipements ;

Planifier l'organisation des compétitions et matches internationaux et clarifier le cadre des récompenses et des sanctions ;

Prévenir et combattre la violence sous toutes ses formes ;

Doter la FTF d'outils de gestion des ressources financières suivant des

règles de transparence et de bonne gouvernance.

Définir avec les pouvoirs publics une politique plus engagée et plus valorisante du football au Togo.

### Nos chantiers

#### I. Organiser les états généraux du football togolais.

L'organisation des assises nationales du football togolais en vue d'apaiser les cœurs et taire les rancœurs qui minent le football togolais depuis quelques années. Au cours de ces assises, les nouveaux textes élaborés seront examinés pour que les divers acteurs appelés à les utiliser puissent s'en approprier.

La prise en compte de la dimension culturelle et spirituelle du pays à travers des actions spécifiques pour honorer nos morts et blessés dans les divers endroits où le sang des togolais a pu être versé.

#### II. Restaurer la discipline au sein de la Fédération et moraliser les milieux du football pour mieux combattre la corruption et l'obscurantisme

Le football étant l'école de la discipline par excellence, il est important de rétablir la discipline à travers :

Le respect des Statuts et des autres textes régissant l'organisation et la pratique du football au Togo

La formation des acteurs du football (officiels de la FTF, dirigeants et joueurs) en vue du respect du code d'éthique.

Eveiller en chaque acteur le sens de la dignité, du patriotisme et de la fierté nationale ;

Récompenser l'effort et instaurer la culture de l'excellence et de l'équité ;

Donner les moyens suffisants aux acteurs les plus vulnérables notamment les entraîneurs accusés à tort ou à raison de corrompus par les joueurs et les managers et surtout les arbitres, qui traînent après eux une réputation mal vécue ;

Mettre en valeur les entraîneurs locaux et les arbitres à partir d'objectifs spécifiques.

Organiser des campagnes de détection et de formation des arbitres sur la base des critères valorisants la corporation.

#### III. Assurer une nouvelle organisation du football au Togo

Les nouveaux textes prévoient en leur article 11 que les membres de la FTF sont les suivants :

- les clubs de première Division ;
- les clubs de deuxième Division ;
- les ligues régionales ;
- La Ligue Nationale du Football Féminin (LNFF) ;
- l'Association nationale des arbitres ;
- l'Association nationale des entraîneurs et Educateurs de football ;
- l'Association nationale des joueurs ;
- l'Association national du personnel de la médecine du sport.

« LA SOLUTION » entend tirer profit de cette nomenclature pour assoir une politique adaptée à chaque corps. Par ailleurs, la récente loi sur la décentralisation découpant le pays en six grandes régions administratives donne l'occasion d'asseoir une organisation qui

permettrait aux ligues, non seulement d'assurer un travail de détection et de formation, mais aussi de pouvoir organiser des compétitions de qualité au niveau des régions.

Ces diverses actions seront traduites dans :

La mise en place permanente des sélections préfectorales, régionales à travers des compétitions pour permettre la constitution d'un vivier pour des équipes nationales au niveau des minimes, des cadets et des juniors ;

La mise en œuvre d'un plan de renforcement de la compétitivité des clubs toutes catégories confondues ;

L'organisation de championnats corporatifs ;

L'organisation des championnats des ligues ;

La redynamisation du championnat des jeunes en collaboration avec des structures partenaires ;

La redynamisation du football féminin ;

L'évolution du championnat vers un statut professionnel.

L'appui à l'organisation des compétitions scolaires et universitaires ;

Le réajustement du calendrier national sur le calendrier international ;

La promotion de l'actionnariat dans les clubs.

Les actions précitées permettront à coup sûr d'aboutir à la mise en place des équipes de valeur, notamment en ce qui concerne :

- une équipe nationale A ;
- une équipe nationale Espoirs ;
- une équipe nationale Junior ;
- une équipe nationale Cadette ;
- une équipe nationale Minime ;
- une équipe nationale féminine.

Dans notre politique, nous développerons un effet de synergie entre les responsables des ligues et les inspections de jeunesse et sport afin de faire des lycées et collèges des viviers de ces diverses catégories d'équipes de jeunes.

L'équipe Nationale scolaire et universitaire ne sera pas en reste et permettra de disposer de joueurs à la tête bien faite.

L'instauration d'une Direction technique dotée de moyens adéquats devrait permettre une éclosion des talents.

Par ailleurs, la création d'une Ligue Nationale du Football Féminin (LNFF) devrait également être favorable à l'éclosion du football féminin.

#### IV. Renforcer les capacités du potentiel humain et technique

Notre action consistera à :

Réorganiser l'administration de la FTF ;

Moderniser les licences par l'informatisation et la numérisation ;

Organiser des cours et des séminaires de formation à l'attention des acteurs de football (dirigeants, entraîneurs, arbitres, etc ...)

Organiser des stages de formation des arbitres, des journalistes, des médecins, des kinésithérapeutes et autres ;

Faire la promotion d'un grand nombre d'arbitres togolais au niveau africain et mondial ;

Encourager la promotion des écoles ou académies de football ;

Etudier et définir les voies et moyens de prospection et de sélection de l'élite footballistique ;

Promouvoir et développer le football des minimes, des cadets, des juniors et le football féminin par l'organisation des compétitions

nationales et internationales ;

Soutenir tout projet d'organisation et d'éducation des supporters.

#### V. Renforcer les infrastructures et les équipements

Il s'agira de :

Réhabiliter ou rénover les stades en concertation avec les Autorités administratives ;

Doter les diverses ligues de bureaux, d'équipements et matériels sportifs.

La mise en place des infrastructures permettra de réactiver le projet de candidature du Togo pour abriter la CAN 2025 /2027 qui pourrait servir de base de départ pour la mise à la disposition de la jeunesse togolaise d'autres stades de grande classe.

A terme, notre action consistera à agir pour améliorer la qualité des infrastructures afin de favoriser une bonne pratique du football sur des pelouses et dans des enceintes dignes de ce nom.

VI. Planifier l'organisation des compétitions et matches internationaux et clarifier le cadre des récompenses et des sanctions

Notre action consistera à :

Respecter le calendrier des compétitions internationales ;

Fixer les conditions d'organisation des compétitions au plan national ;

Elaborer une grille de paiement des primes dues aux joueurs ;

Sur la base de ce barème prédéfini, fixer toutes les modalités de paiement de ces primes et établir les garanties de leur stricte application ;

Réglementer et clarifier les questions relatives aux subventions des ligues, des clubs de D1, D2, D3 et au transport et indemnités des arbitres et des officiels ;

Etablir pour chacune de ces compétitions un programme et un budget à soumettre à priori à l'approbation des autorités publiques ;

Définir par le truchement d'une commission ad hoc le cahier de charges de l'entraîneur de l'équipe nationale et les conditions de son recrutement ;

Etablir des calendriers fermes pour les championnats nationaux ;

En déterminer par avance les contraintes et le planning d'exécution de manière à éviter le stress, l'improvisation, l'impréparation, les retards d'avion, les problèmes de regroupement de joueurs, de la désignation du sélectionneur .... etc.

VII. Prévenir et combattre la violence sous toutes ses formes

Notre action consistera à prévenir la violence sous toutes ses formes à l'intérieur et à l'extérieur des stades par :

La promotion d'une véritable campagne de sensibilisation sur le FAIR PLAY ;

L'organisation de stage de formation et de sensibilisation de supportes ;

L'institution d'un prix récompensant les supporters exemplaires ;

Le renforcement des dispositifs sécuritaires avec comme objectif « tolérance zéro » pour toute violence sur les stades ;

VIII. Doter la FTF d'outils de gestion des ressources financières suivant des règles de transparence

Nous envisageons mettre en place les procédures financières qui serviront à :

L'élaboration du budget général et les budgets de financement de toutes les activités de la FTF ;

La mobilisation des ressources pour le financement des programmes

la gestion des cotisations, des

primes et des ristournes ;

La gestion, le suivi et le contrôle de toutes les opérations liées à la gestion du patrimoine ;

Au règlement régulier des charges inhérentes à l'administration (salaires, factures d'eau et d'électricité, frais d'entretien ...etc.).

Dans l'ensemble, nous instaurerons un système de reddition de comptes et de restitution de l'ensemble des activités.

Une autre préoccupation essentielle relève de la recherche de financement. A l'exemple de ce qui se fait dans certains pays de la sous-région, priorité sera donnée à un ou plusieurs sponsors à même d'assurer un financement minimal pour sécuriser les activités.

IX. Définir avec les pouvoirs publics une politique plus engagée et plus valorisante du football au Togo

Pour la reconstruction et le développement du football togolais, nous envisageons de :

Définir avec les pouvoirs publics une politique de revalorisation par une implication plus grande des plus hautes autorités dans l'accompagnement des activités footballistiques ;

Faire de la Coupe du Togo un événement de portée nationale, sous l'instigation du Chef de l'Etat ;

Définir avec l'Etat les conditions de subvention suffisantes pour les clubs et les ligues ;

Amener le Togo à se porter candidat pour l'organisation de la CAN 2025 ou à défaut 2027, avec tout ce que cela exige comme mesures d'accompagnement.

En définitive, la mise en œuvre de ces dispositions va insuffler au football une nouvelle dynamique, un sursaut de fierté nationale qui va induire une synergie de toutes les forces culturelles, sociales, économiques et politiques désormais fédérées et unies pour relever un seul défi : la restauration de l'honneur et de la dignité de la Nation togolaise à travers son football.

La liste « LA SOLUTION » à travers ce programme d'actions, nourrit l'ambition de faire renaître le football togolais de ses cendres si les acteurs lui en donnaient l'opportunité.

La FTF, sous la conduite de la liste « LA SOLUTION » verra un jour nouveau, avec UNE NOUVELLE VISION, DE NOUVELLES MISSIONS, UNE NOUVELLE VOIE suivant sa boussole trilogique :

Collégialité – Pragmatisme - Excellence.

NOUS VOUS EN FAISONS LE SERMENT !

La Compétence au service du football est notre SOLUTION

### LA LISTE EST COMPOSEE COMME SUIT:

**Président:** DOBOU Gerson

**1er Vice-Président:** AMADOU Nourredine

**2e Vice-Président:** MABLE Kodjo Mathieu

### MEMBRES:

AMETODJI Yaovi Michel  
NOUGBLEGA Akouété Pierre  
KOUETE Nicoué Zepp  
ADJODO Kossi Jeannot  
Mme GABIAM Esther  
KATAGNA Essodina  
MASSEGBE Bertrand  
AMUZU Guillaume  
EZE Tomédégbé

SYMPHO PUB

# VOXAFRICA



**Barao Afrika**

Lundi au Vendredi à 5:30 GMT



**VoxNews**

Lundi au Vendredi à 19:30 GMT

## LA CHAÎNE PANAFRICAINNE PAR EXCELLENCE

SFR  
555

free  
475

Bbox  
661

LES BOUQUETS  
CANAL+  
33

numericable  
288

DARTY BOX THD  
650

zuku  
824

sky  
218

DStv  
191

GOtv  
16

VOXAFRICA

@VOXAFRICA

/VOXAFRICA

www.voxafrica.com

**laSYMPHONIE**

Récépissé N° 0445/12/01/2012

Directeur de Publication  
Yves GALLEY  
90 38 36 16  
22 43 09 59

symphonie2012@outlook.com

Facebook:  
Journal La Symphonie

Rédacteur en chef  
Elyas PADABADI

Imprimerie  
La Colombe

Distribution  
IDRIS  
91 73 78 85

Rédaction  
Broohm ANI  
Slim  
Idrissou Faissal, Stagiaire

Tirage  
2000 exemplaires

**SAVOIR NEWS**

La Première Agence de Presse Privée au Togo

[www.savoirnews.net](http://www.savoirnews.net)

**L'INFO en continu 24H24**

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23  
E-mails : [savior.news@yahoo.fr](mailto:savior.news@yahoo.fr) / [info@savoirnews.net](mailto:info@savoirnews.net)

cmjn